



**D'abord centralisés début 2018 dans le Nord-Ouest, les combats se sont peu à peu déplacés vers le Sud-ouest. La zone rurale entre Kumba, Mamfe et la frontière nigériane est devenue l'épicentre des violences.**

Si officiellement, plus de 80 membres des forces de sécurité ont été tués dans les combats depuis le début de la crise, d'autres observateurs font état d'un bilan bien plus lourd. Aucun bilan du côté séparatiste n'est disponible.

Ce conflit armé risque fortement de perturber le scrutin présidentiel prévu le 7 octobre, car il est fort probable que les séparatistes tenteront de l'empêcher en zone anglophone.

Le président Paul Biya, 85 ans dont bientôt 36 au pouvoir, est en lice pour un septième mandat. Il est présenté comme le grand favori de cette élection présidentielle

Pour ses opposants, comme Joshua Osih du SDF ou encore Maurice Kamto du MRC, il est le seul responsable du « chaos » dans les régions anglophones. Depuis fin 2016, Yaoundé a répondu par la force aux revendications fédéralistes, puis séparatistes.

Plus de 600 personnes ont été arrêtées, selon des sources onusiennes, et un important dispositif sécuritaire a été déployé dans les deux régions anglophones du Cameroun. Les

forces de l'ordre ont été accusées d'y commettre de nombreuses exactions.

En mai, les autorités ont annoncé un plan d'aide humanitaire d'urgence, financé par Yaoundé, l'aide internationale et un appel aux dons de particuliers, rejeté par les séparatistes. Quelque 160.000 personnes ont dû fuir leur logement à la suite des violences, selon l'ONU, et 34.000 se sont réfugiées au Nigeria, selon l'Agence nigériane de gestion des urgences (Sema).